

**Parce qu'il faut conjuguer économie et écologie,  
rééquilibrer le « mix » énergétique est une urgence et une chance pour la France.**

En France, l'élection présidentielle est par excellence celle qui prépare l'avenir de la nation. C'est le moment où il faut anticiper les enjeux du futur pour que la France soit forte et les Français protégés, dans le monde en pleine évolution du 21<sup>ème</sup> siècle.

**En plaçant le pacte productif au cœur de son projet pour le pays et en inscrivant la transition énergétique au cœur de sa stratégie de redressement, F. Hollande se montre à la hauteur du rendez-vous de 2012 et de la fonction présidentielle :** il dit la vérité, il mise sur les atouts de la France, il répond aux problèmes du présent tout en fixant les défis du long terme. Ce sont les qualités d'un homme d'Etat.

Après Fukushima et alors que les ressources en pétrole s'amenuisent, une prise de conscience sans précédent s'est opérée dans le débat public sur la place du nucléaire et sur les scénarios possibles pour la France : **c'est au cours du prochain quinquennat que se prendront les décisions qui engageront la France pour plusieurs décennies.**

Parce qu'il en va de l'intérêt national et du développement durable, **les citoyens attendent un débat politique et exigeant : hélas, le Président sortant et l'UMP ont décidé d'en faire un combat polémique et partisan.** Ils osent critiquer la stratégie de long terme esquissée par François Hollande, alors qu'ils n'ont pas de stratégie : « stop and go » sur les énergies renouvelables, abandon partiel du Grenelle, querelles de clans sur fond d'échecs commerciaux...

Il ne suffit pas de s'inviter dans une centrale, comme à Tricastin le 25 novembre, d'exciter les peurs et de répéter en boucle des contre-vérités pour dire vrai et voir juste. Avec François Hollande, les socialistes seront responsables pour deux et même davantage : **nous faisons des propositions sérieuses et ambitieuses pour concilier économie et écologie, emploi et climat, sûreté et modernité.**

**1/ LE FONDEMENT DE LA STRATEGIE ENERGETIQUE DE FRANCOIS HOLLANDE, C'EST LA PREPARATION DE L'AVENIR ET L'AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANCAIS.**

**Le contexte énergétique mondial se caractérise par de nombreuses incertitudes et inquiétudes.**

*Dans la mondialisation, la demande s'accroît :* alors qu'il y a dix ans, la Chine ne consommait que la moitié de l'énergie totale utilisée aux Etats-Unis, désormais elle en brûle 4 % de plus.

*Les ressources s'amenuisent :* au rythme actuel de la consommation mondiale, les réserves ne sont plus que de 230 ans pour le charbon, 70 ans pour le gaz, 50 ans pour le pétrole.

*Les technologies pour extraire les réserves sont dévoreuses d'énergie :* de plus en plus difficiles à atteindre, elles requièrent souvent des quantités d'énergie supérieures à celles qui sont produites.

**Dans les années qui viennent, l'énergie sera de plus en plus coûteuse car de plus en plus rare et de plus en plus difficile à produire ou à acheminer.** C'est particulièrement vrai pour le pétrole. Après avoir dépassé les 140 \$ au cours de l'été 2008, le prix du baril a baissé au cours du second semestre 2008, mais il remonte régulièrement depuis. Les perspectives d'évolution de la demande mondiale portent à croire que cette hausse est durable et va affecter encore durement la France dans les prochaines années.

En France, la hausse des prix de l'énergie ne s'est pas accompagnée d'une augmentation équivalente des revenus : les dépenses énergétiques pèsent lourdement sur le budget des ménages. **3,4 millions de ménages consacrent plus de 10 % de leurs revenus aux dépenses d'énergie domestique, dont l'essentiel correspond au chauffage du logement. Cette précarité énergétique n'a pas été combattue depuis 2007, alors qu'elle a conduit à des situations dramatiques (endettement, problèmes de santé, dégradation des logements).**

**Dans ce contexte, le gouvernement Sarkozy-Fillon a fait preuve d'une passivité coupable.**

La contribution « climat-énergie » a été abandonnée en 2010, alors qu'il s'agissait d'une promesse du Président de la République : « *La création de la taxe carbone (...) je l'ai signée, je le fais. C'est une question d'honnêteté* » (discours à Artemare, septembre 2009).

La rénovation thermique des bâtiments est insuffisante alors qu'elle réduit les consommations et améliore le confort autant que le pouvoir d'achat des habitants. La fiabilité du Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) a été sévèrement remise en question, de nombreux abus ayant été constatés sur le terrain, tandis que les dispositifs incitatifs (Crédit d'Impôt Développement Durable, éco-Prêt à Taux Zéro) sont largement sous utilisés (150 000 en 2011, au lieu des 400 000 prévus) et ont été surtout utilisés par des ménages aisés, et non par les plus modestes. Ce manque d'ambition vaut aussi pour les bâtiments de l'Etat : le coût de leur rénovation a été largement sous-évalué au point d'exiger un doublement des crédits nécessaires pour le gros entretien afin de tenir les objectifs à 2020 du Grenelle de l'Environnement.

Quant au « bonus-malus » pour réduire les émissions de véhicules neufs, il a été revu à la baisse et n'est plus assez incitatif pour les particuliers, alors même que les constructeurs automobiles n'ont pas été suffisamment contraints par l'Etat à ne mettre sur le marché que des voitures à la consommation économe.

S'y ajoutent d'autres renoncements ou mauvais coups : reports successifs de la taxe poids lourds et autorisation de circulation des 44 tonnes, rapport Ollier contre l'éolien, coup d'arrêt au développement de la filière industrielle du photovoltaïque, permis d'exploration des gaz et huiles de schistes toujours en vigueur – la liste est accablante alors que le Grenelle avait été un temps fort de sensibilisation et de mobilisation. Le Président sortant a lui-même signifié son renoncement : alors qu'il parlait d'« *urgence écologique* » en mai 2008, il déclarait en mars 2010 au Salon de l'agriculture, que « *l'environnement, ça commence à bien faire* ».

*Contrairement à la droite, nous savons qu'au 21<sup>e</sup> siècle, il faut concilier et non opposer économie, écologie et social. Dans ce contexte, préparer l'avenir, c'est ouvrir un maximum d'options. C'est ce que propose F. Hollande avec volonté, sérieux et esprit de responsabilité.*

**2/ POUR GARANTIR SON INDEPENDANCE NATIONALE, RENFORCER SON ECONOMIE, PRESERVER LE LIEN SOCIAL ET CONTRIBUER A LA PRESERVATION DE LA PLANETE, LA FRANCE DOIT REEQUILIBRER SON « MIX » ENERGETIQUE.**

Nous voulons que la France reste une nation souveraine dans la mondialisation et nous savons qu'elle doit respecter ses engagements européens qui prévoient d'ici 2020 de réduire de 20 % notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre, ainsi que de porter à 23 % la part des énergies renouvelables (ENR) dans notre consommation.

Pour y parvenir, notre pays doit relever trois défis en même temps : diminuer sa dépendance à une seule énergie, qu'il s'agisse du pétrole pour les transports ou du nucléaire pour l'électricité ; maîtriser ses émissions de CO<sub>2</sub> ; y parvenir sans précariser les ménages ni fragiliser les entreprises.

### **C'est pourquoi François Hollande propose une transition énergétique sûre, efficace et durable.**

Parce que la première économie d'énergie, c'est l'énergie qu'on ne consomme pas, nous voulons bâtir la société de la sobriété énergétique.

*Nous voulons agir sur le bâti qui absorbe en France 40 % de la consommation d'énergie : à technologies constantes, la consommation moyenne peut être divisée par 4, dans le neuf comme dans le rénové, sans perte de confort.*

*Nous voulons inciter à changer les pratiques de consommation : remplacement massif des appareils ménagers et informatiques énergivores, responsabilisation des consommateurs par la maîtrise automatisée des usages, neutralisation de la consommation de pointe, encouragement à la production décentralisée d'ENR pour la consommation locale, maîtrise de l'urbanisation et développement massif de la mobilité décarbonée, stockage de l'électricité, réduction des pertes en ligne – les pistes ne manquent pas ! Bien sûr, ces évolutions doivent être encouragées et non imposées : à cet égard, la fiscalité devra être rendue plus favorable aux comportements et aux investissements verts. C'est l'un des piliers de la réforme fiscale que nous engagerons dès 2012.*

### **Nous voulons aussi diversifier les sources de production d'énergie pour relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle : le bouquet énergétique doit comporter plusieurs fleurs.**

*Après le premier choc pétrolier, la France a développé un important parc électro-nucléaire. Nous en connaissons les avantages (peu de CO<sub>2</sub> émis, électricité longtemps moins chère, sécurité d'approvisionnement), mais nous en savons aussi les risques (accident, déchets). Notre pays a acquis une expertise internationale unique au monde, tant sur le plan de l'ingénierie industrielle que des questions de sûreté : c'est un atout pour réussir la transition.*

*Mais d'autres options technologiques doivent être envisagées pour être à la hauteur des enjeux en France, ainsi qu'au-delà de nos frontières : la France doit combler son retard en matière d'ENR. Toutes ont un potentiel énorme dans le monde : éolien terrestre et maritime, solaire photovoltaïque, solaire à concentration, énergies marines, biomasse. Avec les progrès technologiques des dix dernières années, il est permis d'espérer que ces technologies pourront changer le monde énergétique de demain. C'est la transition énergétique que nous voulons et notre ambition, c'est que la France, ses entreprises, ses salariés, ses chercheurs, en soient pleinement acteurs et non, comme c'est hélas le cas aujourd'hui, spectateurs. C'est pourquoi **François Hollande propose de diversifier notre « mix » électrique avec d'autres options que les seuls nucléaire et hydraulique.***

Nous proposons de réduire la voilure du nucléaire en France, en ne prolongeant pas certaines centrales au-delà de 40 ans.

- *Lesquelles ?* Pour les déterminer, il faut prendre en compte plusieurs critères : l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de sécurité de chaque centrale comme l'imposent les exigences post-Fukushima ; le contexte sismique et géographique ; les contraintes du réseau électrique, qui ne permettent pas de mettre fin à n'importe quel point d'injection sur le territoire ; l'optimisation des coûts de maintenance et de prolongation d'EDF sur les centrales qui poursuivront leur activité.

- *Combien ?* F. Hollande s'engage à réduire de 75 % à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025. Un tiers des capacités du parc électro-nucléaire correspond à 24 réacteurs. Toutefois, les fermetures ne seront pas « idéologiques » ou

« mécaniques », mais décidées au rythme de la stabilisation de la demande d'électricité (sobriété énergétique) et de la compétitivité des énergies renouvelables (diversification énergétique). Si la demande continue à progresser, même moins vite qu'actuellement, l'Etat fermera 2, puis 5, puis 8, puis 12 réacteurs et ainsi de suite, en fonction des réalités et des contraintes. La transition est un trajet, pas un couperet.

- *Pourquoi ?* Parce que persévérer dans le nucléaire coûte à peu près aussi cher que de s'en retirer graduellement et développer les renouvelables, mais à vingt ans, pour un coût comparable – et encore incertain dans les deux cas – la France sera à maints égards bien mieux positionnée (sécurité d'approvisionnement/positionnement industriel/emploi), dans le scénario Hollande que dans l'impasse Sarkozy.

- *Le devenir de l'EPR de Flamanville s'inscrit dans ce cadre :* parce qu'à 50 % de part du nucléaire, il y aura encore des centrales qui produiront de l'électricité, mieux vaut disposer de centrales modernes et plus sûres que de centrales obsolètes. Le coût de l'EPR – qui accuse un retard de quatre ans – atteint désormais 6 milliards d'euros. Sa construction sera préservée à condition que toutes les règles de sûreté soient respectées.

- *Il en va de même pour l'évolution de notre filière de traitement des déchets :* elle est indispensable à la sécurisation de la transition énergétique. Bien sûr, au rythme de la diminution de la part du nucléaire dans la production énergétique, la quantité de combustible nécessaire à l'approvisionnement des centrales en activité sur notre territoire (et notamment le Mox), ainsi que les besoins de retraitement de ces combustibles se poursuivront mais en se réduisant. C'est pourquoi l'Etat accompagnera cette évolution progressive d'un plan de reconversion permettant de maintenir le nombre d'emplois, par la mise en œuvre de centres d'excellence du traitement des déchets et du démantèlement.

*Alors que F. Hollande a une stratégie globale et pragmatique, N. Sarkozy s'arc-boute sur une vision unilatérale et dogmatique. Le Président sortant est prêt à :*

- *plomber le pouvoir d'achat des Français en maintenant une société du gaspillage d'énergie,*  
- *brader la sécurité du pays en prolongeant au-delà du raisonnable des centrales vieillissantes,*

- *dispenser la France de développer les énergies renouvelables et la rendre dépendante des pays qui les auront industrialisées,*

- *s'isoler en Europe alors que la plupart de nos voisins se lancent sans tarder dans le rééquilibrage de leur « mix » (l'Allemagne, mais aussi la Belgique, la Suisse et l'Italie).*

### **3/ REEQUILIBRER LE « MIX » ENERGETIQUE, C'EST REINDUSTRIALISER LA FRANCE ET DEVELOPPER L'EMPLOI**

Alors que la France a perdu près d'un demi-million d'emplois industriels depuis 2007, la nouvelle ambition énergétique portée par F. Hollande est un levier pour redresser l'appareil productif français et soutenir une croissance durable et riche en emplois.

**Le nouveau « mix » énergétique va soutenir et amplifier le développement de filières industrielles innovantes dans les énergies renouvelables qui sont créatrices d'emplois non délocalisables.** Pourquoi M. Sarkozy qui vante tant le modèle allemand refuse-t-il de s'en inspirer quand il s'agit d'énergie et d'industrie ? En 2009, l'Allemagne comptait plus de 230 000 emplois dans les ENR : 85 000 emplois directs dans l'éolien (11 000 en France), 60 000 dans le solaire (12 500 en France) et 80 000 dans la biomasse (entre 15 000 et 20 000 en France selon qu'on inclut ou les exploitants forestiers).

**La diversification du « mix » va accélérer le développement d'une industrie du démantèlement des centrales.** D'ici 2040, un marché mondial estimé à 100 milliards d'euros devrait progressivement s'ouvrir pour le démantèlement des 400 centrales actuellement en service et la gestion de leurs déchets. En France, la déconstruction des 9

centrales dites « de première génération », déjà engagée, pourrait être accélérée pour disposer à l'horizon 2020 de premières références qui imposeront le leadership industriel des opérateurs français<sup>1</sup> dans le monde.

**Enfin, le nouveau « mix » énergétique engagé par la gauche et les écologistes relancera l'activité du secteur du bâtiment.** Le chantier majeur et prioritaire, c'est celui de la rénovation thermique de l'habitat. La rénovation du parc immobilier doit donc être, à l'instar des programmes engagés en Allemagne et conformément à tous les scénarios de transition énergétique, une priorité absolue. Elle est un gisement d'emplois industriels durables et non délocalisables (plus de 300 000 d'ici 2040 et 150 000 d'ici 2020) dans le bâtiment et l'installation d'équipements performants.

*La transition énergétique n'est pas seulement une urgence environnementale : c'est une chance économique pour l'industrie, l'artisanat du bâtiment et des travaux publics, la qualification de nos jeunes et la formation des salariés tout au long de leur parcours professionnels. F. Hollande veut faire de la France un pays de production d'énergies renouvelables et non un pays d'assemblage des fabrications venues d'ailleurs. Il veut aussi, en lien avec les collectivités territoriales et les branches professionnelles, mobiliser et adapter notre outil de formation pour préparer nos jeunes et toujours mieux qualifier les salariés.*

**4/ AVEC FRANCOIS HOLLANDE, LA TRANSITION ENERGETIQUE NE SE FERA PAS AU DETRIMENT DE LA FACTURE D'ELECTRICITE DES MENAGES LES PLUS FRAGILES ET L'EFFORT SERA RAISONNABLE POUR LES AUTRES MENAGES**

M. Sarkozy ment aux Français lorsqu'il dit qu'avec lui, il n'y aura pas de hausse des prix de l'énergie car le nucléaire sera amplifié.

**Les coûts du nucléaire augmentent déjà avec les investissements nécessaires au prolongement de la vie des centrales et au renforcement de leur sûreté post Fukushima !**  
Le gouvernement actuel a prévu une augmentation de 30 % des tarifs d'électricité d'ici 2015 (loi NOME adoptée en 2010) : déjà, les particuliers ont pu constater la hausse de leur facture.

**Les prix de l'énergie artificiellement bas en France ont conduit à des choix absurdes :** on consomme plus de chauffage chez nous qu'en Allemagne ! Le nucléaire a accru les déséquilibres en période de grand froid sans empêcher l'augmentation de notre facture pétrolière, ni éviter les importations d'électricité en période de pointe en provenance de pays comme l'Allemagne.

**La France n'est pas une île dans la mondialisation :** le prix de toutes les énergies fossiles devrait durablement être cher (pics pétroliers, augmentation de la demande mondiale, taxe carbone, coûts d'extraction plus coûteux, etc.)

*En donnant la priorité à la sobriété énergétique, François Hollande s'engage à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs en les aidant à moins et mieux consommer. De plus, des mesures de protection pour les 4 millions de Français les plus sensibles à la flambée des prix de l'énergie seront adoptées (forfait de consommation indispensable pour s'éclairer et se chauffer à un prix abordable, tarifs progressifs, aides aux travaux d'isolation de l'habitat).*

<sup>1</sup> Les acteurs français du traitement des déchets (y compris issus du démantèlement) et du recyclage sont STMI (Areva), Ortec, Daher, Boccard, ONET, Reel, Assystem, CNIM, Socodei (Areva)

**5/ M. SARKOZY SE POSE EN DEFENSEUR DE LA FILIERE NUCLEAIRE FRANÇAISE EN GENERAL ET D'AREVA EN PARTICULIER : POURTANT, C'EST LUI QUI A ABIME CE FLEURON NATIONAL!**

M. Sarkozy se pose en défenseur de la filière nucléaire française alors que ses choix pour l'avenir et son action passée l'ont gravement fragilisée.

**A l'international, l'échec d'Abu Dhabi aurait dû servir d'alerte pour l'Etat et le Président sortant.** Fin 2009, le consortium français, composé d'EDF, GDF-Suez, AREVA, Total, Vinci et Alstom a perdu un contrat de 20 milliards de dollars pour la construction de deux EPR aux Emirats Arabes Unis. Parce que l'offre était trop chère et le produit inadapté dans le contexte, certes. Mais aussi parce que l'Elysée, depuis 2007, n'a eu de cesse de désorganiser la filière française, exacerbant les rivalités entre EDF, GDF-Suez et AREVA, et n'affirmant ni stratégie industrielle ni régulation forte. D'autant que chacun se souvient que M. Sarkozy, avant de se poser en avocat de la sûreté, était prêt à vendre des centrales nucléaires à Kadhafi et à promouvoir un nucléaire « low cost » pour remplir le carnet de commandes de « l'équipe de France du nucléaire ».

**En France, le chef de l'Etat n'a cessé de porter atteinte à AREVA, ce champion industriel français créé par la gauche en 2000.** Depuis son élection, ce fut même une obsession sarkozyste qui s'est traduite par au moins quatre mauvais coups :

- le démantèlement de l'entreprise elle-même avec la vente de la filiale Transmission et Distribution qui représentait près de la moitié de son chiffre d'affaire, la privant ainsi de moyens ;
- le refus de recapitaliser AREVA, fragilisant ainsi l'entreprise et l'ensemble de la filière nucléaire française à l'international ;
- le refus d'autorisation pour AREVA d'investir dans les énergies renouvelables pour préparer la transition énergétique ;
- la déstabilisation, puis le limogeage d'A. Lauvergeon pour le confort du Président de la République et de ses amis.

**Mais la plus grande menace pour la filière nucléaire française, ce sont les choix dogmatiques de M. Sarkozy pour le futur.** Il est regrettable que le Président de la République s'obstine à nier l'évidence, à contester que l'accident de Fukushima a conduit un certain nombre de pays à s'orienter en partie ou en totalité vers une voie différente de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité. Si la demande en nouveaux réacteurs devrait toujours progresser dans les années à venir, notamment en Asie, elle est nettement ralentie par rapport aux prévisions précédant la tragédie du 11 mars 2011 survenue au Japon. Cela aura un impact sur les industriels français du nucléaire, notamment AREVA et les sous-traitants, comme l'ont révélé les récents propos de L. Oursel, PDG d'AREVA, qui a été invité au silence par le Gouvernement pour cause de pré-campagne électorale.

*C'est M. Sarkozy et personne d'autre qui a abîmé AREVA, l'emploi dans la filière nucléaire française et sa compétitivité à l'international, et ses perspectives de diversification, en s'obstinant à ne pas voir les conséquences de l'accident majeur de Fukushima. Faute de stratégie énergétique viable. Faute de politique industrielle durable.*